

Covid et après Covid : implications économiques et sanitaires

Professeur Elias Zerhouni

La pandémie du Covid a eu un impact mondial sur tous les systèmes de sante publique ainsi que sur toutes les économies. Cette pandémie n'était pas complètement inattendue car beaucoup d'experts avait lancé depuis longtemps des avertissements dû au fait qu'au cours des années récentes plusieurs épidémies à potentiel pandémique avait émergé. Que ce soit SRAS en 2003, MERS plus tard, ou les épidémies de grippe à risque pandémique ou EBOLA ou ZIKA, il était devenu clair que la transmission des virus entre le monde animal et la population humaine devenait de plus en plus fréquentes. Cette transmission est due principalement aux contacts de plus en plus fréquents entre les humains et les animaux, qui sont des réservoirs de virus pathogènes auxquels les humains n'ont jamais été exposés. Même le VIH est un exemple de transmission dû à la consommation à l'origine, en Afrique, d'animaux sauvages porteurs du virus et la destruction grandissante de l'environnement des forets par l'homme. Ces conditions sont aggravées par la multiplication des milieux urbains a forte densité de population et les transports rapides à travers le monde capables de transporter un virus d'un continent à l'autre en quelques heures. Du fait que plusieurs alarmes se sont révélées limitées telle que la grippe de type H5N1 en 2005 ou H1N1 en 2009, une certaine inertie des gouvernements et de l'OMS se sont installées amenant une réponse initiale lente et inadéquate au Covid. En effet, le principe central de contrôle de pandémies en l'absence de traitement est toujours basé sur l'isolement complet, le plus rapidement possible, des communautés touchées et de stopper la transmission interhumaine. Une pandémie est un phénomène à croissance exponentielle. Par exemple nous savons aujourd'hui que le nombre de patients touchés par Covid peut doubler tous les 3 à 4 jours, ce qui se traduit par une multiplication par 1000 pour chaque mois de retard. Pour vous donner une idée de ce phénomène s'il y a un malade initial et que chaque malade peut infecter 2 personnes en 3 jours, il y aura 1000 malades à la fin du premier mois et un Million de malades à la fin du deuxième mois, si rien n'est fait pour ralentir la transmission du virus !

Donc un pays qui retarde d'un mois sa réponse sanitaire fera face à un problème 1000 fois plus grand. Le facteur temps est, à mon avis, plus critique que tous les autres facteurs. Plus la réponse est retardée, même de quelques jours, plus la situation s'aggrave au point d'inonder tout le système de santé aussi bon soit-il.

La Chine par exemple a été lente à comprendre la gravité et la rapidité de croissance exponentielle de la transmission interhumaine à Wuhan pendant plusieurs semaines, malgré les cris d'alarmes de certains médecins. En fermant et isolant complètement la région de Wuhan pour plus de 80 millions d'habitants et fermant tous les quartiers pendant deux mois, ils ont pu cependant assécher le foyer de transmission que Wuhan était devenu et contenu l'impact sur le reste du pays.

Les États Unis par contre, ont nié la gravité de la situation au plus haut niveau de l'état pour ne pas provoquer une crise économique dans une année d'élections présidentielles et ont ensuite réagi trop tard et trop peu, à mon avis, pour contenir la pandémie malgré l'existence de plans clairs de réponse développés par les instituts de la santé en 2005. Certains optimistes ont prédit que comme en 2009, la pandémie diminuera d'elle-même et qu'il n'était pas besoin de paniquer les marchés boursiers.

D'autres pays comme Taiwan, la Corée du Sud ou la Grèce ont réagi très tôt dans l'évolution de la pandémie et ont pu la contrôler plus efficacement, avant que la croissance exponentielle s'accélère. Quand on compare la performance des pays, on se rend compte que le facteur essentiel est en fait la rapidité de mise en place des contre-mesures après les premiers cas détectés. Le facteur temps d'intervention et isolation des foyers initiaux pour au moins deux périodes d'incubation ou un mois pour « assécher » le foyer de transmission et non seulement la prise des mesures de distanciation et de port des masques sont essentiels.

Nier la gravité du potentiel pandémique et retarder la réponse dans le temps sont, à mon avis, ce qui fait la différence entre pays qui ont pu ou n'ont pas pu juguler l'impact de la pandémie. La leçon à retenir est qu'il faut avoir un système de Santé publique préparé à réagir **rapidement** et former tous ses cadres et systèmes pour coordonner les réponses d'isolement pour stopper la transmission et assécher les

CNES - La rencontre nationale sur le plan de relance, pour une économie nouvelle - CIC : 18 - 19 Août 2020

foyers initiaux quelle que soit la menace. L'analogie est celle d'un feu de forêt, le plus rapidement on éteint les foyers initiaux le plus probable est la possibilité de ne pas avoir un feu dévastateur. Étant donné qu'il est probable que d'autres pandémies vont émerger de manière imprévisible, il faut aussi avoir une agence responsable d'un instrument de veille épidémiologique efficace non seulement à l'intérieur du pays mais aussi en relation directe avec les organismes internationaux car les pandémies ne respectent aucune frontière.

MESURES A CONSIDERER POUR LE FUTUR PROCHE

Continuer à gérer au mieux les facteurs de transmission du virus continue d'être la priorité. Les systèmes de santé ont amélioré le taux de mortalité en utilisant des protocoles de traitement plus performants. Le futur sera déterminé par l'apparition de nouvelles méthodes de traitement et vaccins. Quelles sont les éléments que l'Algérie doit considérer ?

1- **Continuer à appliquer les meilleurs protocoles de traitement** dans les centres les plus équipés pour le faire. Il est difficile de réduire la mortalité sans expérience accumulée. Distribuer les malades dans tout le système de santé, par exemple, ne permet pas la spécialisation rapide et surtout la gestion de la protection et du stress sur les personnels soignants qui, malheureusement, ont payé chèrement en vies humaines leur courage. Les seuls traitements qui ont fait leur preuve scientifique sont le Remdesivir un anti viral à l'efficacité modeste et la Dexaméthasone pour les cas sévères de détresse respiratoire. Beaucoup d'autres médicaments continuent à être au stade des recherches et nous espérons avoir des résultats en début 2021.

2- **Les traitements émergents doivent être pris en compte.**

La méthode du plasma de convalescents : Une méthode ancienne et souvent utilisée dans le passé est de transfuser le plasma de malades qui ont guéri du Covid, car il contient les anticorps naturels qui ont permis de combattre le virus et permettre au malade de devenir convalescent. Beaucoup d'hôpitaux dans le monde collectionnent maintenant le plasma des malades déjà guéris pour deux buts.

CNES - La rencontre nationale sur le plan de relance, pour une économie nouvelle - CIC : 18 - 19 Août 2020

1- soigner et réduire la morbidité et mortalité dans les formes graves ; 2- fournir une immunisation passive de plusieurs semaines aux personnels soignants les plus à risque. Ceci est une approche transitoire faisable immédiatement en attendant que les anticorps artificiels en développement deviennent disponibles. Est-elle possible en Algérie ?

Les anticorps artificiels : Plusieurs compagnies dans différents pays essaient de développer des anticorps artificiels qui neutralisent le Covid. Les essais cliniques sont en cours de réalisation. Les résultats et la disponibilité sont prévus pour la fin 2020. Il faudra les considérer, si possible, car ils seront probablement chers et probablement limiter leur utilisation surtout pour la protection des personnels soignants ou à risque tels que la protection civile etc..., ils peuvent aussi être utilisés pour les cas sévères dans les 5-6 jours du début des symptômes.

3-Les vaccins :

Un principe essentiel d'immunologie est que la probabilité de développer un vaccin est proportionnelle au taux de guérisons spontanées de la population touchée. Comme le Covid est associé à un taux de plus de 95% de guérisons spontanées, il est donc très probable qu'un ou plusieurs vaccins efficaces seront développés. L'exemple contraire est le VIH ou la guérison spontanée n'est pas observée et dont les efforts de vaccination ont tous échoués jusqu'à présent. Plus de 7 vaccins sont en cours d'essais cliniques de phase 3, pour en démontrer l'efficacité et la sécurité.

Dans l'année qui vient je suis donc optimiste qu'un ou plusieurs vaccins seront disponibles. Quels sont donc les réflexions à faire pour définir une position Algérienne vis-à-vis des vaccins. 1- Un vaccin est donné à une population saine de plusieurs millions de personnes et donc la sécurité doit primer sur l'efficacité. 2- Aussi important que la sélection d'un ou deux vaccins à procurer, il faut réfléchir sur deux aspects essentiels à venir et y être préparés : **la chaîne de distribution et la stratégie d'administration des vaccins.**

CNES - La rencontre nationale sur le plan de relance, pour une économie nouvelle - CIC : 18 - 19 Août 2020

Les vaccins en voie de développement demandent des conditions de distribution différentes. Par exemple certains vaccins vont demander une chaîne du froid à plus de moins 80 à moins 40 degrés Celsius, alors que d'autres sont plus stables aux températures de réfrigération normales. Certains pourront être distribués en doses individuelles alors que d'autres en flacons de groupe et demanderont probablement deux injections à intervalle de plusieurs semaines, donc une distribution calculée en conséquence avec les équipements et une chaîne logistique appropriée. Pour l'administration du vaccin une stratégie prédéterminée doit être mise en place. Comme on ne peut vacciner tout le monde en même temps, quels seront les populations et dans quel ordre et quels moyens, sur le terrain, doit-on mettre en place. Il est clair que les personnels soignants et exposés de par leur métier doivent être vaccinés en premier mais les choix seront plus complexes en aval selon les vaccins choisis et leur disponibilité.

Doit-on se focaliser sur les régions et toutes leurs populations selon leurs risques spécifiques dus à la densité démographique ou doit-on stratifier pour protéger les individus les plus à risque tels que les diabétiques et les hypertendus et les gens âgés? Je recommanderais qu'un groupe de travail spécial en conjonction avec les organes actuels de réponse au Covid soit mis en place pour 1- Suivre en collaboration proche avec l'OMS ou directement avec les développeurs, le répertoire mondial des vaccins avec revue de toutes les données d'efficacité et sécurité ainsi que leur facilité de distribution et d'administration dans le cadre Algérien. 2- définir une stratégie logistique et une feuille de route d'administration pour achever une couverture suffisante pour éteindre la pandémie. Il faut noter qu'il n'est pas nécessaire d'atteindre 100 % de la population pour cela. On estime selon les vaccins et leur efficacité dans la durée que 70 à 80% seront probablement suffisants.

Comment et quels vaccins seront acquis, réceptionnés, stockés et distribués doit être défini : par qui, quand, comment ? etc...

La campagne de vaccination doit être planifiée d'avance, en décidant si on se repose sur les systèmes existants ou sur un système dédié pour réaliser une campagne de vaccination itinérante de communauté en communauté. Ce travail de préparation devrait commencer dès maintenant à mon avis.

IMPLICATIONS POUR LE SYSTEME SANITAIRE

Comme il est souvent dit, il ne faut pas gaspiller une crise mais en prendre les leçons. Comme partout dans le monde, Covid a mis en évidence les forces et faiblesses des systèmes sanitaires en place. N'étant pas sur le terrain, je ne peux que faire des remarques générales mais qui peuvent, peut-être, s'appliquer à l'Algérie. Pratiquement tous les systèmes ont été pris au dépourvu mais la réponse des personnels soignants directement impliqués a été remarquablement courageuse et souvent tragique en décès de médecins et de personnel paramédical. Il est devenu aussi évident que le niveau d'éducation sur les méthodes et mesures de Santé publique non seulement au niveau des experts mais aussi des décideurs et de tous les acteurs sociaux ainsi que de la population a été insuffisant même dans les pays où les agences sanitaires effectives existent déjà. La formation professionnelle et continue de tous les acteurs de réponse sanitaire des dirigeants aux autorités locales et personnel de santé est une priorité essentielle. Il faudra donc penser à établir, peut-être, un système national d'éducation et formation professionnelle sur les principes et méthodes de gestion des risques sanitaires, non seulement pour les risques pandémiques mais aussi tous les risques de santé publique tels que salubrité publique, méthodes efficaces de désinfection et d'arrêt des transmissions de maladies, sécurité de l'eau et de la chaîne alimentaire, du parc animalier, sécurité des médicaments et autres risques. Un système de communication faisant appel à toutes les techniques et médias modernes devrait peut-être mis en place comme un composant de service public pour tous les médias. Comme vous le savez, Le président a déjà lancé un projet d'Agence Sanitaire Nationale en cours de développement pour essayer de définir une nouvelle approche nationale.

Souvent une crise révèle des nécessités de réformes mais aussi, souvent, c'est surtout le manque de compétences, de formation adéquate et de systèmes rigoureux et standardisés de méthodes de travail administratif et technique qui font défaut. Typiquement, il est souvent dit que ce sont les moyens qui manquent. Dans mon expérience, avant de blâmer les moyens on doit d'abord définir si les moyens existants sont bien utilisés avant d'ajouter des ressources supplémentaires. Donc une revue de la situation actuelle doit d'abord être faite, en consensus avec toutes les parties prenantes dans l'ordre suivant :

CNES - La rencontre nationale sur le plan de relance, pour une économie nouvelle - CIC : 18 - 19 Août 2020

- 1- Effectuer un diagnostic non pas des symptômes apparents mais des causes profondes du dysfonctionnement, avant de lancer des solutions possibles ;
- 2- Définir les besoins du pays et de sa population les plus prioritaires ;
- 3- Établir un système de mesures quantitatives dans la durée de la performance du système, relativement aux priorités définies, pour pouvoir le gérer objectivement ;
- 4- Définir les moyens nécessaires et calculer leurs coûts et allouer les priorités, rôles et responsabilités, en fonction des ressources disponibles ;
- 5- Évaluer les méthodes de travail actuel et établir des protocoles standards à travers tout le système. Par exemple, dans le domaine médical, il est devenu essentiel de développer des lignes directrices et des protocoles précis de gestion spécifique de chaque type de malades et de pathologies.

Par exemple, pour la prise en charge du malade diabétique, ou hypertendu ou autre. Le royaume uni a créé il y a plusieurs années par exemple un institut d'excellence clinique (NICE), chargé sur la base de l'évidence scientifique et des meilleures pratiques médicales pour standardiser la prise en charge et rationaliser l'utilisation des médicaments et technologies nécessaires à travers tout le système de santé. Ceci est maintenant une base de l'enseignement professionnel anglais, car il est clair que malgré l'excellence de leurs écoles de médecine, former les médecins et le personnel paramédical et administratif pour aligner leurs pratiques et optimiser les soins de plus en plus complexes de la médecine moderne est maintenant essentiel.

Dans mon institution nous avons rationalisé plus de 264 parcours cliniques allant de la chirurgie à cœur ouvert au traitement des urgences. En consensus avec les médecins, toutes les procédures sont standardisées y compris le temps d'hospitalisation et la prévention des complications ainsi qu'un formulaire des médicaments nécessaires a été créé permettant une gestion efficace des besoins pharmaceutiques, examens complémentaires et utilisation des ressources et inventaires, distribution optimisée des personnels par ligne de service par exemple.

CNES - La rencontre nationale sur le plan de relance, pour une économie nouvelle - CIC : 18 - 19 Août 2020

6- Ressources humaines : aujourd'hui, malgré la qualité des universités, un diplôme d'études ne suffit plus à assurer les opérations de systèmes sanitaires à quelque échelle que ce soit. Un système d'apprentissage permanent est nécessaire. L'étudiant a souvent plus ou moins suivi des cours théoriques de qualité variable avec peu d'expérience pratique, ce qui résulte en un corps professionnel qui improvise au jour le jour ce qui doit être fait, mais sans méthode de travail claire et acceptée de tous pour assurer la coordination très complexe des problèmes de Santé. Avec la charge lourde en nombre d'étudiants des universités algériennes, la diversité des universités et de leur cours, il est normal que le capital humain se retrouve moins bien formé sur les aspects pratiques de leur métier futur. Un effort sectoriel supplémentaire de formation et même de certification professionnelle est nécessaire.

Par exemple, dans mon école nous avons développé une formation multidisciplinaire sur l'entreprise de santé et nous formons nos cadres en gestion financière, méthodes administratives, mesures de performance, gestion des ressources matérielles etc... ce qui a permis à notre hôpital de rester classé en premier et ensuite être copié par d'autres. Aujourd'hui ces cours sont distribués en virtuel et assurent indirectement une augmentation du niveau de compétence de tous les employés du cadre le plus haut aux réceptionnistes des cliniques. Une recommandation serait d'étudier la création d'une plateforme électronique Algérienne d'enseignement médical, santé publique et paramédical pour développer et partager dans toutes les universités et systèmes de santé des modules de formation professionnelle appropriés à l'Algérie et de qualité internationale pour arriver, à terme, à un système auto-suffisant où le malade n'aura pas besoin d'aller à l'étranger pour se soigner, ou les médicaments et instruments essentiels à la pratique médicale et de santé publique seront en grande partie produits en Algérie.

IMPLICATIONS ECONOMIQUES

La crise du Covid a eu et continuera à avoir des effets économiques négatifs pour un temps assez long. Il ne faut pas trop compter, par exemple, sur une demande augmentée en hydrocarbures du fait du ralentissement global de la demande pour au moins quelques années.

CNES - La rencontre nationale sur le plan de relance, pour une économie nouvelle - CIC : 18 - 19 Août 2020

Une décroissance de la demande en produits de commodités et en produits finis est en cours. Les services surtout dans les domaines du tourisme et de voyages seront réduits et la croissance extraordinaire des services de visio-conférence réduiront les voyages d'affaires et la demande en biens immobiliers d'affaires. Le commerce international se caractérise non seulement par un ralentissement mais une compétition accrue et une tension géopolitique grandissante surtout entre les États-Unis et la Chine.

En conséquence, l'inflation mondiale a ralenti et les banques centrales ont mis énormément du capital en circulation avec des taux d'intérêt à long terme très favorables et même négatifs. Remettre en marche la machine économique post-covid sur la base d'exportation sera difficile pour quelques années. Remplacer par contre les importations non productives serait plus faisable. La stratégie pourrait donc être plutôt guidée par une croissance intérieure du PIB et des emplois porteurs de croissance économique interne, ainsi que des investissements productifs qui positionneront l'Algérie en meilleure posture du point de vue compétitif. Il faudrait peut-être se concentrer sur l'infrastructure physique et humaine nécessaire et créatrice d'emplois pour repositionner l'Algérie comme partenaire fiable et compétent. Ainsi pourra-t-elle attirer du capital et les technologies qui l'aideront à se connecter ensuite au système du commerce mondial par la chaîne logistique, technologique, bancaire et financière de la filière choisie et diversifier son économie. Réussir à mobiliser son capital national et attirer ou accéder au capital international nécessaire pour son développement productif sera probablement nécessaire à terme car il est probable que les moyens nécessaires pour soutenir une croissance suffisante en Algérie seront plus grands que les disponibilités financières du pays à moyen terme.

Du point de vue de la santé, réduire la part des importations des médicaments et équipements essentiels est possible mais doit se faire dans les normes internationales. Éliminer le besoin de soigner, en devises fortes, les malades à l'étranger devrait être poursuivi comme but de performance clé du système de Santé. Revoir tous les mécanismes de libération du potentiel productif interne du pays en encourageant la formation du capital humain et en prenant les mesures pour encourager une nouvelle attitude et culture administrative facilitatrice, plutôt que bloquante vis-à-vis des investissements publics et privés, basées sur des indicateurs de performance explicites, coordonnées et suivis. Le plan d'action du président contient en lui-

CNES - La rencontre nationale sur le plan de relance, pour une économie nouvelle - CIC : 18 - 19 Août 2020
même le contour de la plupart des mesures nécessaires du point de vue politique et socio-économique. Le défi, comme pour tout train de réformes, est d'en faire une réalité ce dont je souhaite, avec vous, la réalisation la plus rapide possible car le temps, comme pour la pandémie, ne joue pas pour nous.